

Washington/ Promotion du genre P.3

**DR SANDRA ABLAMBA JOHNSON
PARLE DU TOGO LORS DU PANEL
« LES FEMMES TRANSFORMENT
LE MONDE »**



TR TOGOREVEIL

Le pari d'une actualité qui réveille

TR 598 du 04 Novembre 2024

Prix: 250 FCFA / Etranger 1€



Investissement

**PAUL KAMMOGNE FOKAM, LE PDG DE AFRILAND
FIRST GROUPE REÇU PAR FAURE GNASSINGBÉ** P.2



**LE FMI RÉAFFIRME
SA DISPONIBILITÉ À
ACCOMPAGNER LE TOGO** P.3

Togo P.7

**UN RECRUTEMENT RÉGULIER DES
POLICIERS ET GENDARMES POUR UNE
PROTECTION EFFICIENTE**

Evolution sanitaire P.7

A BLITTA, RIEN N'EST PLUS COMME AVANT

Festival Nyégué Nyégué

**YAO BOBBY AMBASSADEUR DE LA MUSIQUE
ÉLECTRONIQUE OUEST-AFRICAINE SUR
SCÈNE EN OUGANDA** P.11

19^e FIL

**ACHETEZ VOS TICKETS SUR
L'APPLICATION GOZEM !** P.9



Extrémisme Violent

**LE PNUD EN PARTENARIAT
AVEC LE CIPLEV OUTILLE
LES PROFESSIONNELS DES
MÉDIAS POUR LA PROMOTION
DE LA PAIX ET LA COHÉSION
SOCIALE AU TOGO** P.5

**LES CONTRÔLES DU
PAYEMENT DE LA
TPU ONT DÉMARRÉ** P.4

**22 NOV
08 DEC
2024** **FOIRE
INTERNATIONALE
DE LOME**
Foire de toutes les opportunités

- + 1000 exposants
- + 90 000 m² d'espace
- + 500 000 visiteurs



THÈME :
"NORMES ET QUALITÉS DES PRODUITS ET SERVICES : OUTILS
DE COMPÉTITIVITÉ ET D'ACCÈS AUX MARCHÉS CONNECTÉS"



(+228) 91 20 70 70 - 99 20 70 70 - 79 50 00 00 / www.cetef.tg



Jennifer Schechter chez Faure Gnassingbé

RENFORCEMENT DU SYSTÈME DE SANTÉ ET LA SANTÉ COMMUNAUTAIRE AU TOGO AU MENU DES ÉCHANGES

Le Président de la République, Faure Essozimna Gnassingbé a conféré en fin de semaine dernière à Lomé, avec la Directrice générale de l'ONG Santé Intégrée, Mme Jennifer Schechter. Les échanges ont porté sur l'amélioration du système sanitaire national à travers des stratégies de renforcement des agents de santé communautaires et le partenariat entre le Togo et cette organisation.

« C'était un honneur de rencontrer Son Excellence Monsieur le Président et d'échanger sur ses efforts de renforcer le système de santé mais surtout la santé communautaire au Togo. Nous avons échangé sur les stratégies de renforcer les agents de santé communautaires pour avoir un système qui réponde aux besoins de la population » a-t-elle précisé.

Madame Jennifer Schechter a aussi présenté au chef de l'Etat le bilan des

activités de l'ONG Santé Intégrée au Togo et le programme de la célébration du 20^e anniversaire de l'organisation.

Fondée en 2004, Santé Intégrée est une ONG internationale dirigée par des femmes à tous les niveaux. Depuis sa création, l'organisation œuvre aux côtés des pays de la sous-région ouest africaine, dans une approche intégrée, pour renforcer les prestations de soins de santé primaires dans les communautés à la base, dans la perspective de la couverture maladie universelle.

Au Togo, Santé Intégrée collabore avec le gouvernement sur des politiques de développement sanitaire. L'organisation met aussi en œuvre des programmes de soins primaires intégrés dans les communautés à la base en particulier celles de la région de la Kara et bientôt sur l'ensemble du pays.

K. YAWO



Investissement

PAUL KAMMOGNE FOKAM, LE PDG DE AFRILAND FIRST GROUPE REÇU PAR FAURE GNASSINGBÉ



Le président de la République Faure Gnassingbé a reçu le vendredi 1er novembre 2024 Dr Paul Kammogne Fokam, Président du Conseil d'Administration de Afriland First Group. Celui-ci est allé faire part au Président de la République de son ambition de créer au Togo Afriland First Holding (AFH). Cette nouvelle société d'investissement couvrant toute l'Afrique de l'ouest sera destinée à prendre des participations dans les entreprises et autres projets d'investissement.

« Nous avons l'intention de créer un holding régional pour nos structures bancaires dans toute la sous-région. Le choix du Togo est motivé par la vision du Président de la République qui veut transformer son pays en un lieu où tout le monde peut créer sa propre richesse. Nous sommes-là pour accompagner le chef de l'Etat dans son combat pour mieux partager la richesse entre les couches de la population » a indiqué Dr Paul Kammogne Fokam.

Le choix du Togo pour l'implantation de ce nouveau holding n'est pas anodin. Il est la résultante des efforts entreprises par le chef de l'Etat pour faire du pays un centre des affaires de premier ordre dans la sous-région ouest africaine. C'est aussi l'illustration parfaite de la détermination du Président de la République à soutenir tous les efforts des investisseurs africains à promouvoir les économies nationales.

Basé à Genève en Suisse depuis mars 2008, avec des filiales en France et en Chine, Afriland First Group est un réseau bancaire réparti à travers le monde. Cette initiative est portée par des Africains mus par la volonté de réaliser les meilleures performances économiques dans une logique de responsabilité sociale et environnementale au profit des pays d'implantation et de leurs populations.

E.J.

LE PREMIER MINISTRE VICTOIRE TOMÉGAH-DOGBÉ À L'OUVERTURE DU SOMMET DU COMMONWEALTH



Le Premier ministre, Victoire Tomégah-Dogbé a pris part, au nom du chef de l'Etat Faure Essozimna Gnassingbé, au 27^e Sommet des chefs de gouvernement du Commonwealth (CHOGM) officiellement ouvert le 25 octobre 2024 à Apia aux Îles Samoa en Océanie. Axés sur le thème «Un avenir commun résilient : transformer notre richesse commune», les travaux ont été présidés par le Roi Charles III d'Angleterre.

L'esclavage et la menace du changement climatique étaient au cœur des discussions entre les dirigeants des 56 États membres. L'institution doit également se trouver un nouveau secrétaire général après la fin de mandat de Patricia Scotland.

Mme le Premier ministre des Samoa, l'honorable Fiamē Naomi Mata'afa s'est réjouie de la présence du Roi Charles III et des autres dirigeants du Commonwealth. Pour elle, «il s'agit d'une première historique organisée par un petit État insulaire du continent bleu du Pacifique, et c'est également la première réunion sous la direction de Sa Majesté le Roi Charles III en tant que chef de la famille du Commonwealth. Nous nous réunissons également à Samoa au moment où nous célébrons les 75 ans du Commonwealth moderne.»

Le Roi Charles III d'Angleterre pour sa première participation à ce rendez-vous de haut niveau en tant que monarque, a réitéré son engagement en faveur de la paix, de la démocratie, de l'égalité et de la prospérité des États membres. Sur le dossier de l'esclavage, le Roi Charles III a souligné l'importance de reconnaître le passé du

Commonwealth, en particulier ses inégalités.

«En écoutant les gens du Commonwealth, je comprends à quel point les aspects les plus douloureux de notre passé continuent de résonner. Il est donc essentiel que nous comprenions notre histoire pour nous guider et faire les bons choix à l'avenir.», a dit le Roi d'Angleterre pour qui, «aucun d'entre nous ne peut changer le passé, mais nous pouvons nous engager de tout notre cœur à en tirer les leçons et à trouver des moyens créatifs de corriger les inégalités qui perdurent».

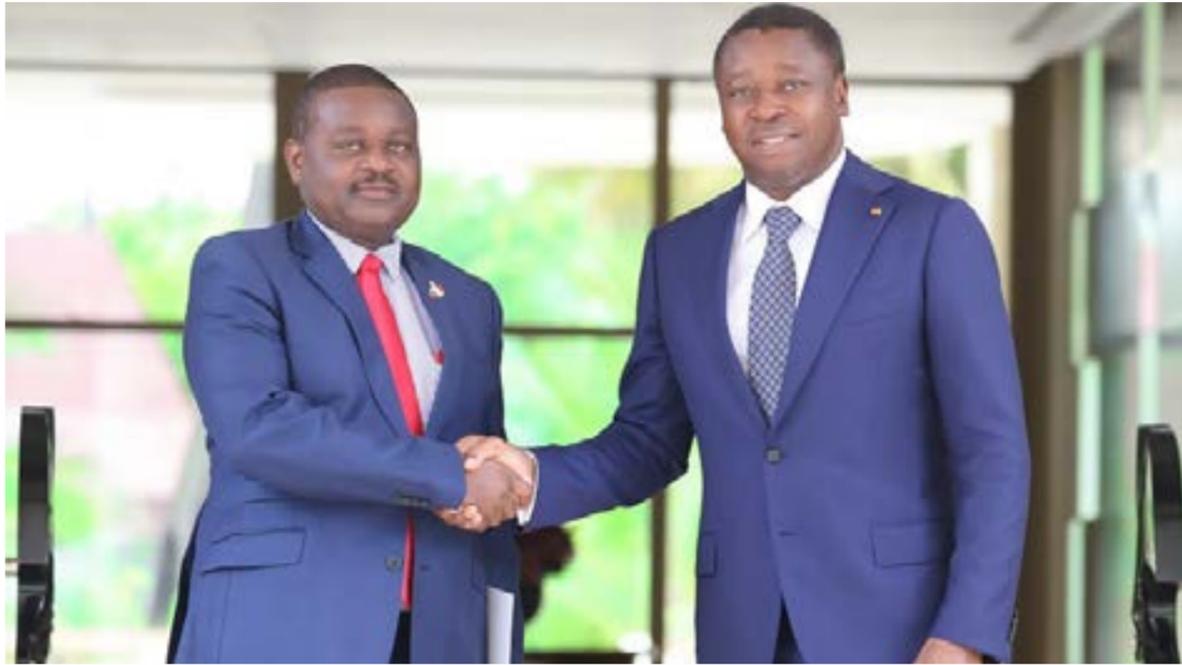
Il a réitéré sa confiance de longue date dans le Commonwealth en tant que plate-forme offrant de véritables opportunités, en particulier pour les jeunes et les voix marginalisées.

Dans un appel à l'action, Charles III a annoncé le lancement d'un nouveau programme de bourses du Commonwealth visant à améliorer l'accès à l'éducation des étudiants des petits États insulaires. Cette initiative, a-t-il souligné, se concentrerait sur les compétences essentielles à un avenir résilient, notamment les soins infirmiers, l'enseignement, l'ingénierie et les technologies vertes.

À l'issue des travaux, les chefs de gouvernement du Commonwealth ont choisi la ministre des affaires étrangères et de l'intégration régionale du Ghana, l'honorable Shirley Ayokor Botchwey comme nouvelle Secrétaire générale du Commonwealth.

Elysée

LE LIEUTENANT-GÉNÉRAL SILAS NTIGURIRWA, PORTEUR D'UN MESSAGE DU PRÉSIDENT BURUNDAIS AU CHEF DE L'ETAT FAURE



Le Chef de l'Etat Faure Gnassingbé a échangé le 29 octobre 2024, avec le Lieutenant-Général Silas Ntigurirwa, Chef de cabinet du Président de la République du Burundi. Le Lieutenant-Général Silas Ntigurirwa était porteur d'un message du Président burundais, Evariste Ndayishimiye, relatif aux relations de coopération bilatérale, aux questions continentales et internationales.

Il a saisi l'occasion pour transmettre les félicitations du Président du Burundi au Président Faure Essozimna

Gnassingbé pour ses efforts dans la consolidation de la paix et de la sécurité dans les différentes régions du continent.

Le Togo et le Burundi entretiennent un partenariat de qualité dans les domaines d'intérêts communs notamment diplomatique, économique, de la finance inclusive, des réformes fiscales et du transport aérien.

Elysée J.

LE FMI RÉAFFIRME SA DISPONIBILITÉ À ACCOMPAGNER LE TOGO



Le président de la république Faure Gnassingbé a également reçu ce 1er novembre M. Abebe Aemro Selassie, Directeur du département Afrique du Fonds monétaire international (FMI) en mission au Togo. Il a évoqué avec le chef de l'Etat les sujets relatifs aux défis de développement de du Togo avant de réitérer l'engagement de son institution à soutenir la politique de développement du Togo.

« J'ai eu une discussion avec le Président de la République sur les défis auxquels le Togo fait face ainsi que les autres pays de l'UEMOA. Le Fonds monétaire international (FMI) est toujours disponible, pour aider le Togo et les autres pays de la sous-région » a-t-il précisé.

A noter, que le Fonds Monétaire International et Togo se sont parvenus le 8 octobre dernier à Lomé à un accord sur les politiques et réformes économiques nécessaires à la conclusion de la première revue du programme de 42 mois appuyé par la Facilité élargie de crédit (FEC) pour un montant de 293,60 millions de DTS (environ 390 millions de dollars).

Cet accord, une fois approuvé par le Conseil d'administration du FMI, permettra au Togo de bénéficier d'un nouveau décaissement d'environ 58,7 millions de dollars, soit près de 35 435 000 000 de FCFA pour la mise en œuvre des projets de développement.

K.Y.

Washington/ Promotion du genre

DR SANDRA ABLAMBA JOHNSON PARLE DU TOGO LORS DU PANEL « LES FEMMES TRANSFORMENT LE MONDE »

Dr Sandra Ablamba Johnson, ministre, Secrétaire général de la Présidence de la République, Gouverneur du Togo auprès de la Banque mondiale, a pris part le jeudi 24 octobre 2024 à Washington à un panel de haut niveau. Dr Sandra Ablamba Johnson a animé ce panel intitulés « les femmes transforment le monde », avec le président du Groupe de la Banque mondiale, Ajay Banga, le ministre en charge du développement et de l'équité genre du Royaume-Unis ainsi que le ministre des finances du Nigeria.

Cette rencontre organisée en marge des Assemblées annuelles du Groupe de la Banque mondiale et Fonds monétaire international (FMI), a permis aux intervenants d'explorer les opportunités économiques des femmes et de leurs impacts sur le développement social. L'événement a rassemblé d'éminentes personnalités pour discuter de la manière dont l'accès aux services financiers, aux capitaux et à l'Internet haut débit peut contribuer à uniformiser les règles du jeu pour offrir des opportunités économiques aux femmes et accélérer les progrès.

Dr Sandra Ablamba Johnson, ministre, Secrétaire général de la Présidence de la République, Gouverneur du Togo auprès de la Banque mondiale a d'abord remercié le président du Groupe de la Banque mondiale pour le choix de cette thématique en lien avec la vision du Président de la République, Faure Essozimna Gnassingbé qui place la femme au centre des actions de développement.

Pour le Gouverneur du Togo auprès de la Banque mondiale, il est difficile de concevoir des stratégies de développement sans la question du genre. Elle a rendu un vibrant hommage au Président de la République, Faure Essozimna Gnassingbé pour sa détermination à faire de la femme un pilier du développement économique de notre pays avec des cas concrets comme celui des Nana-Benz.

« Il est juste impossible aujourd'hui de concevoir



le développement de notre continent sans la gent féminine, parce qu'elle est majoritaire. Au Togo, les femmes représentent près de 52% de la population. En tout cas, le plus convaincu que je connaisse très bien est mon Président de la République, Son Excellence Monsieur Faure Essozimna Gnassingbé, qui n'a de cesse de nous le rappeler. C'est pour cela qu'il a décidé de mettre en œuvre toutes les réformes stratégiques pouvant permettre d'atteindre ce résultat » a-t-elle précisé.

Dr Sandra Ablamba Johnson, ministre, Secrétaire général de la Présidence de la République, Gouverneur du Togo auprès de la Banque mondiale a ensuite partagé avec l'auditoire les progrès réalisés par le Togo sous le leadership du chef de l'Etat, à travers des programmes et des réformes juridiques pertinentes en vue de garantir les droits légaux

des femmes.

« Le gouvernement a très tôt compris que la meilleure solution pour éliminer les diverses formes de vulnérabilités est de renforcer l'autonomisation économique des femmes. Vous comprenez donc que le programme Women Business and Law de la Banque mondiale vient pour nous donc comme une belle opportunité pour renforcer davantage les initiatives en la matière » a-t-elle indiqué.

Au nombre des programmes initiés figurent en bonne place le Fonds national de la finance inclusive (FNFI), de la mesure d'attribution de 25% des marchés publics aux jeunes et femmes pour garantir l'accès des femmes aux opportunités d'affaires et des efforts pour éliminer les obstacles juridiques et réglementaires à l'emploi et à l'entrepreneuriat des femmes et des jeunes.

En dix ans, le fonds dédié à la finance inclusive, a permis d'octroyer des concours financiers d'un montant total d'environ 112,60 milliards FCFA (soit 185,9 millions USD) à près environ 2 millions de bénéficiaires, dont 80% sont des femmes, sur une population de 8 millions d'habitant (soit 25% de la population).

Dr Sandra Ablamba Johnson, ministre, Secrétaire général de la Présidence de la République, Gouverneur du Togo auprès de la Banque mondiale a insisté sur l'esprit entrepreneurial des femmes togolaises avec les célèbres Nana Benz connues de par le monde pour leur dynamisme, leur détermination et leur volonté de réussir.

Des personnalités ont fortement apprécié les progrès réalisés par le Togo ainsi que les réformes engagées pour l'autonomisation économique et financière des femmes.

« Perspective inspirante du Togo. Je suis impressionnée par l'intention du président togolais considéré comme champion de l'égalité des sexes au Togo. De très bons projets que l'on peut imiter et j'admire le rôle de Madame Sandra Johnson » a réagi promptement Madame Anuli Aniébo.

Pour rappel, le Togo est le premier pays réformateur en Afrique, selon le Rapport « Women, Business and Law 2024 » (Femmes, Entrepreneuriat et Droit) du Groupe de la Banque mondiale, rendu public en mars dernier. Selon les statistiques de ce rapport, le Togo a réalisé un progrès exceptionnel avec un score global de 97,5 sur 100, le plus élevé parmi les économies d'Afrique. Le pays a atteint des scores parfaits (100 sur 100) dans presque tous les indicateurs mesurés notamment la mobilité, le lieu de travail, le salaire, le mariage, l'entrepreneuriat, les actifs et la pension.

Togoreveil

LES CONTRÔLES DU PAYEMENT DE LA TPU ONT DÉMARRÉ CE 1^{er} NOVEMBRE 2024

Les contrôles du paiement de la Taxe Professionnelle Unique (TPU) des Transporteurs Routiers communément appelée « trimestre » devront démarrer le 1er novembre sur toute l'étendue du territoire national. Ainsi en a informé le Commissaire Général de l'Office Togolais des Recettes (OTR) dans un communiqué daté du 15 octobre dernier.

A compter du 1er novembre 2024, les contrôles du paiement de la Taxe Professionnelle Unique (TPU) vont débiter sur toute l'étendue du territoire togolais. L'information est portée à la connaissance des contribuables soumis au paiement de cette taxe des Transporteurs Routiers également connue sous

l'appellation « trimestre » à travers un communiqué signé du Commissaire Général de l'Office.

Tout en rappelant que la perception de ladite taxe au titre du troisième trimestre 2024 se poursuit, Philippe Kokou TCHODIE dit compter sur la collaboration et le civisme de tous. Le responsable précise aussi que la poursuite de cette perception est conforme aux dispositions de l'article 57 du Livre des Procédures Fiscales.

Pour rappel, la TPU est un impôt synthétique qui libère le contribuable d'un ensemble de taxes, dont la TVA et l'Impôt sur le Revenu des Personnes Physiques (IRPP).

Marcel SOGLO



OTR

DERNIER DÉLAI FIXÉ AU 31 DÉCEMBRE 2024 POUR LE PAIEMENT DE LA TAXE SUR LA PLUS-VALUE IMMOBILIÈRE



L'Office Togolais des Recettes (OTR) rappelle, par le biais du communiqué N°032/2024/OTR/CG/CI/DCCF, que tous les contribuables, notamment les cabinets de notaires et les cessionnaires, sont tenus de s'acquitter de la taxe sur la plus-value de cessions à titre onéreux de biens immobiliers avant le 31 décembre 2024.

En effet, Philippe Kokou Tchodie, Commissaire Général de l'OTR, a souligné dans un communiqué en date du 28 octobre que les contribuables concernés qui n'ont pas encore payé cette taxe doivent le faire dans le délai imparti, sous peine de sanctions. Selon le communiqué, l'article 115 du Livre de Procédures Fiscales prévoit des mesures spécifiques contre les contrevenants, incluant des sanctions et des actions de recouvrement pour assurer le respect des obligations fiscales.

Le rappel de l'OTR inclut également les dispositions de l'article 48, alinéa 2, du Livre de Procédures Fiscales qui précise que le paiement de cette taxe doit être effectué « dans le mois qui suit celui au cours duquel les sommes taxables ont été payées ».

Marcel SOGLO

L'inclusion des filles dans la formation technique et professionnelle

LES RÉFORMES ENTREPRISES AU TOGO PORTENT LEURS FRUITS

La formation technique et professionnelle au Togo connaît une transformation profonde. Elle est impulsée par des réformes et des programmes visant à développer une main d'œuvre qualifiée capable de répondre aux défis économiques du pays.

Parmi les priorités du gouvernement, figure l'inclusion des filles dans des filières techniques souvent dominées par les garçons, notamment grâce à des mesures incitatives et protectrices pour créer un environnement où les filles peuvent s'épanouir et exceller dans la formation technique et professionnelle.

Les réformes entreprises dans ce secteur s'articulent autour de plusieurs axes, notamment la modernisation des infrastructures, la diversification des offres de formation et l'amélioration de l'adéquation entre les compétences enseignées et les besoins du marché.

Il faut déjà affirmer qu'elles portent leurs fruits. Pour s'en convaincre, il suffit de jeter un coup d'œil aux chiffres. Au niveau de l'enseignement technique et de la formation professionnelle, la représentation des filles dans les filières industrielles est passée de 5,3 % en 2013-2014 à 10,41 % au cours de l'année scolaire 2022-2023. Dans les filières agropastorales, ce taux est de 28,57 %. Par ailleurs, les sensibilisations se poursuivent dans toutes les régions du pays.

Mesures incitatives et protectrices

Comment est-on arrivé à ces résultats ? Sans doute grâce aux initiatives comme le



programme des bourses d'excellence dans le secteur de la formation spécialisée technique et professionnelle. Récemment, à l'occasion de la Journée internationale de la fille, édition 2024, le ministère de l'Action sociale, de la Solidarité et de la Promotion de la femme a révélé que ce programme a permis d'assister, dans leur cursus d'éducation, 145 meilleures filles des séries scientifiques et techniques industrielles, par l'octroi de bourses d'étude. Ce ministère a souligné l'existence de

plusieurs autres programmes mis en place pour encourager l'inclusion des filles dans la formation technique et professionnelle, à l'exemple du Programme de l'excellence académique, du leadership et de l'employabilité de la fille togolaise, qui entend promouvoir l'excellence académique et le leadership chez la jeune fille togolaise et l'encourager à embrasser les filières techniques et technologiques. Initié en 2017, ce programme a touché près de 800 meilleures filles.

On note également des sessions de coaching et d'orientation des filles vers des séries industrielles et la mise en œuvre du Programme de l'excellence pour les femmes en Afrique (Pefa). Plus important encore, les mariages et grossesses chez les adolescentes, un problème qui freine souvent l'éducation des jeunes filles en milieu rural, sont adressés par un autre programme qui a un impact dans 74 communautés du pays.

Diversification des offres de formation

Pour renforcer l'attrait des filières techniques, le gouvernement a également œuvré à la diversification des offres de formation à travers la création de nouvelles filières et la multiplication des centres de formation sur l'ensemble du territoire.

Les Instituts de formation en alternance pour le développement (IFAD), implantés dans certaines zones du pays, sont l'une des innovations clés. Ces instituts permettent aux jeunes, notamment aux filles, d'acquérir une formation technique directement liée aux besoins du marché du travail, tout en participant à des projets de développement local.

Les IFAD sont conçus pour répondre aux besoins spécifiques des secteurs porteurs comme l'agriculture, l'élevage ou encore l'industrie. Grâce à tous ces efforts, la participation des filles dans les filières techniques continue de croître.

La Rédaction

LES CONTRÔLES OBLIGATOIRES DU MARQUAGE DES PRODUITS DÉBUTENT CE 4 NOVEMBRE

À partir du 4 novembre, le contrôle obligatoire sur le marquage des produits débute sur l'ensemble du territoire. Cette annonce a été réitérée la semaine dernière après une réunion entre le ministère du Commerce et les importateurs concernés.

Un dispositif pour sécuriser le marché

Cette réglementation de marquage concerne certains produits, notamment l'eau, les bières, les jus de fruits, les vins, les boissons alcoolisées ou non, ainsi que les produits du tabac. Ces catégories sont particulièrement surveillées en raison des risques accrus de contrebande et de pratiques commerciales illicites qui affectent le secteur. En assurant une meilleure traçabilité, le marquage vise à protéger la santé des consommateurs tout en renforçant l'équité sur le marché.

Selon Esso-Wavana Adoyi,



président du comité de la Solution Automatisée de Marquage (SAM), « le marquage des produits vise non seulement à protéger la santé des consommateurs, mais également à garantir une concurrence loyale entre les entreprises. Grâce à une traçabilité améliorée, ce système permettra une meilleure collecte

des taxes, contribuant ainsi à l'augmentation des ressources publiques pour financer des projets de développement».

Une période de grâce avant les sanctions

Afin de permettre aux opérateurs de

se conformer à cette réglementation, une période de grâce de 15 jours sera accordée avant l'application stricte des sanctions pour les contrevenants. Durant cette période, des campagnes de sensibilisation seront organisées afin d'informer les entreprises et les commerçants de l'importance du marquage sécurisé

et des bénéfices qu'il apporte à la fois aux consommateurs et aux acteurs du marché.

Un outil pour vérifier l'authenticité des produits

Dans le cadre de cette initiative, l'Office Togolais des Recettes (OTR) a également lancé une application permettant aux consommateurs de vérifier l'authenticité des produits marqués. Cet outil vise à renforcer la confiance des consommateurs et à lutter contre les pratiques frauduleuses en donnant à chacun la possibilité de s'assurer de la qualité et de la provenance des produits.

Le dispositif de marquage des produits, par les contrôles qu'il prévoit et les outils mis à disposition des consommateurs, représente un pas en avant pour garantir une économie plus transparente et sécurisée.

Marcel SOGLO

Extrémisme Violent

LE PNUD EN PARTENARIAT AVEC LE CIPLEV OUTILLE LES PROFESSIONNELS DES MÉDIAS POUR LA PROMOTION DE LA PAIX ET LA COHÉSION SOCIALE AU TOGO



Dans un contexte de l'extrémisme violent la collecte, le traitement et la diffusion de l'information requièrent de la prudence. Le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) en partenariat avec le Comité Interministériel de Prévention et de Lutte contre l'Extrémisme Violent (CIPLEV) a organisé du 30 au 31 octobre 2024 à Aneho un atelier de formation des professionnels des médias publics et privés de la région maritime sur le phénomène de l'extrémisme violent et le traitement de l'information, la désinformation, la mésinformation et les messages alternatifs aux discours haineux. Cette formation qui a reçu le soutien du ministère de la Sécurité et de la protection civile et du ministère en charge de la communication et des médias a été présidée par la représentante de la représentante résidente du PNUD au Togo Mme Epiphane Metetéiton Houmey. Cet atelier a pris fin sur l'élaboration d'un plan d'action des médias pour renforcer la cohésion sociale et la paix au Togo.

L'initiative s'inscrit dans le cadre du projet «Renforcement de la résilience et de l'engagement des communautés pour prévenir et combattre l'extrémisme violent au Bénin, en Côte d'Ivoire, au Ghana, au Togo

et au Burkina Faso ». Le projet de PNUD mis en œuvre au regard de l'évolution de la situation sécuritaire et au climat d'inquiétude qui gagne les populations, permet d'accentuer les activités de sensibilisation et de formation des différentes couches de la population afin qu'elle ne cède pas à la panique.

Le représentant du ministère en charge de la sécurité Dr Katelewen Thomas est revenu sur la mise en place du comité interministériel de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent (CIPLEV). Pour lui, les meilleures pratiques actuelles en matière de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent exigent une approche qui implique un ensemble multidisciplinaire d'acteurs notamment au niveau communautaire plutôt que de se concentrer sur les acteurs étatiques et les FDS. C'est dans le même ordre d'idée que le Togo a adjoint aux solutions militaires, un mécanisme plus souple, holistique et inclusif. A Aneho, plus d'une cinquantaine de journalistes et d'animateurs ont pendant deux jours été entretenus et formés sur la complexité du phénomène de l'extrémisme violent et la manière dont le sujet doit être abordés dans les rédactions respectives. Il s'agit, d'une part, de renforcer l'implication des

professionnels des médias dans la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent au Togo et d'autre part, de renforcer leurs capacités sur les techniques de traitement de l'information, de la mésinformation, de la désinformation et des messages alternatifs aux discours haineux.

Pour Noël Tadeignon, Consultant il est donc important pour les journalistes de cultiver l'esprit critique et le doute face aux informations et que le doute amène systématiquement à la vérification des informations.

«L'idée c'est de leur donner les outils, développer notre esprit critique face aux informations qui circulent, face à toutes situations qui se présentent à nous et surtout dans un contexte où les réseaux sociaux facilitent la diffusion de l'information aujourd'hui. Et en retour il faudra que eux aussi à travers leurs productions, à travers leurs émissions, les écrits sensibiliser la population togolaise. L'idée dernière c'est que chacun puisse se dire quelle est ma part dans la lutte contre l'extrémisme violent. Durant ces deux jours nous allons faire des exercices pratiques. Dans le cadre de cette formation nous partons sur un modèle qui se présentent sous la forme 80% de pratique et 80% de

théorie», a-t-il dit.

Des modules à savoir la généralité sur l'extrémisme violent ; les manifestations et les mesures prises par le Togo ainsi que le fact-checking et la lutte contre les discours de haine, la désinformation et la mésinformation ont permis aux hommes et femmes de médias de maîtriser le phénomène et de comprendre les différentes stratégies à adopter face à des situations.

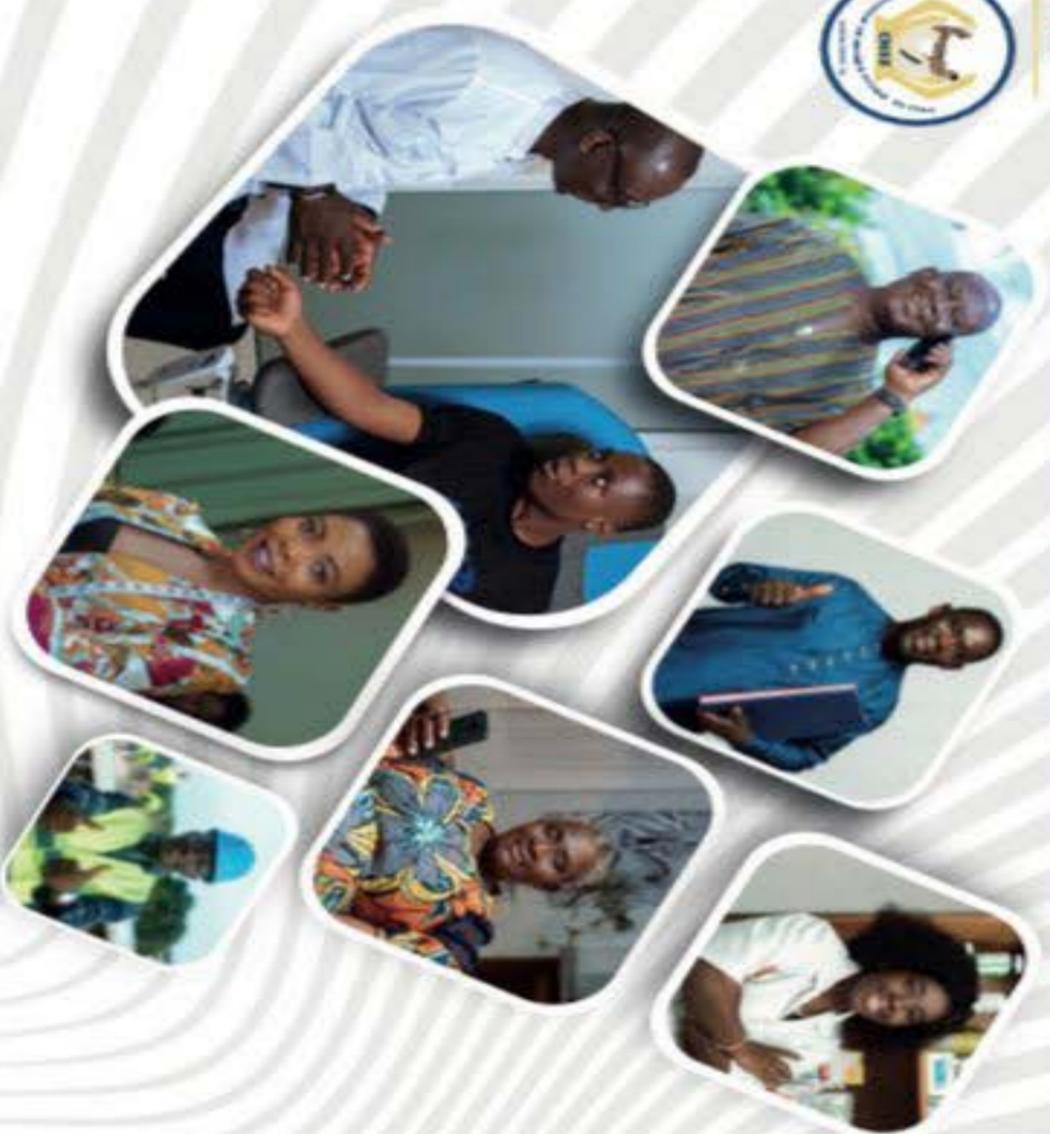
L'atelier selon Epiphane Metetéiton Houmey, représentante de madame la représentante résidente du PNUD au Togo consiste à créer un cadre de partage d'information et de bonnes pratiques en matière de prévention de la désinformation, de la mésinformation et également les discours de haine.

«Le PNUD dans sa mission d'accompagner le pays, ici au Togo particulièrement, nous réitérons notre disponibilité entière à poursuivre notre engagement pour la paix bien entendu en collaboration avec tous les acteurs et pour nous les femmes et hommes sont nos partenaires clés en terme de diffusion de la bonne information mais également de l'accompagnement de la population dans des moments de détresse et dans des moments de menaces. Dans ce contexte assez délicat, votre rôle devient important, important en ce sens que vous êtes désormais où en cors plus des ambassadeurs de la cohésion sociale pour renforcer le vivre ensemble, pour renforcer la résilience de la population face au menaces», Cet atelier est le 5^e du genre en l'espace d'un mois après Dapaon pour la région des Savanes, Kara pour la région de la Kara à Sokoré dans la centrale et à Kpalimé dans la région des plateaux. Pour M. N'Daam Gnazou, représentant Madame le ministre de la Communication et des médias, l'extension de la formation de la région septentrionale aux plateaux et à la maritime s'explique par la complexité du phénomène de l'extrémisme violent qui est une guerrière asymétrique.

Komla Y.



ASSURANCE MALADIE UNIVERSELLE



NOUS AVONS TOUS DROIT A L'ASSURANCE MALADIE UNIVERSELLE

La CNSS, c'est un pour tous, tous pour un !

WWW.CNSS.TG

REGION DES PLATEAUX

LA **CNSS** EST A VOS CÔTÉS
du **06** au **21 Septembre 2024**

- Mise à jour des données personnelles
- Déclaration de familles sous AMU-CNSS
- Délivrance de la Carte Unique d'Assurance
- Contrôle de vie via BIOSECU

📍 CIP Agou 📍 Division régionale CNSS - Atakpamé
 📍 CHP Kpalimé 📍 CHR Atakpamé
 📍 CIP Notsé

📞 **8323**
MALADIE UNIVERSELLE AMU

Evolution sanitaire

A BLITTA, RIEN N'EST PLUS COMME AVANT

Blitta, localité du centre du Togo, a été marquée par des défis importants en matière d'accès aux services de santé. Les infrastructures y étaient devenues presque obsolètes, confrontant les populations à des difficultés pour bénéficier de soins de qualité. Fort heureusement pour elles, le gouvernement a accéléré les réformes et les investissements qui ont complètement transformé le paysage sanitaire de la ville.

Aujourd'hui, Blitta incarne le mieux la politique d'amélioration du système de santé national lancée par le chef de l'État Faure Gnassingbé. L'un des projets phares ayant contribué à ce redressement positif a été la modernisation du Centre hospitalier préfectoral (CHP) de Blitta.



Un centre contractualisé

Le CHP de Blitta dessert une population importante. Finis maintenant l'insuffisance des équipements médicaux et le manque de personnel qualifié.

Grâce à la contractualisation lancée en 2017 par les autorités, une réhabilitation a été faite, avec l'acquisition de nouveaux matériels médicaux et les ressources humaines davantage disponibles grâce aux différents recrutements des agents.

Au CHP de Blitta, la disponibilité des médicaments et des consommables prescrits est maintenant de 100 % dans sa pharmacie. C'est-à-dire que tous les médicaments nécessaires, en fonction de ses services, sont disponibles dans l'hôpital.

Soulagement des habitants

L'approche contractuelle est d'une grande aide et un soulagement pour les populations de Blitta. Le niveau d'accessibilité des soins est

relevé, le coût des offres de soins est diminué et les couches vulnérables sont de plus en plus prises en compte.

Blitta faisant partie des huit (08) hôpitaux publics contractualisés sur le territoire, son CHP offre de meilleures conditions de recouvrement de la santé aux malades. En matière d'accueil réservé par les agents de santé, les prestations de soins offertes, l'existence des unités de soins adaptées, tout a changé au cours de ces dernières années.

Un service de chirurgie est opérationnel sur

place depuis l'an 2018. De nouveaux appareils ont été achetés pour optimiser les services au niveau du laboratoire, de l'ophtalmologie et de la radiographie. Le CHP de Blitta fait partie des centres qui ont été dotés par les matériels acquis en août par le président de la République d'une valeur de près de 20 milliards de francs.

Evolution des indicateurs de santé

La dernière revue sanitaire annuelle effectuée à Blitta révèle une nette augmentation des indicateurs d'amélioration des services de santé. Le district sanitaire de Blitta compte 170 000 habitants. De 2022 à 2023, l'utilisation des services sanitaires est passée de 48 à 49 %.

La couverture en consultation prénatale (CPN) est montée de 79 à 86 % et le taux d'accouchement assisté par un personnel qualifié s'est établi à 81 % contre 69 % en 2022. Autre progrès, la couverture en vaccin Penta 3 qui a atteint 102 % contre 80 % auparavant.

Avec le projet d'assurance maladie universelle (AMU) lancé au début de l'année 2024, les choses vont encore s'améliorer dans la région.

La Rédaction

Togo

UN RECRUTEMENT RÉGULIER DES POLICIERS ET GENDARMES POUR UNE PROTECTION EFFICIENTE



Au Togo, la sécurité publique demeure une priorité pour le gouvernement présidé par Faure Gnassingbé que le bien-être des citoyens préoccupe tant. Pour protéger les habitants, des efforts, pas des moindres, sont faits en ce qui concerne la disponibilité des policiers et des gendarmes vigilants et au service de leurs compatriotes.

Des moyens modernes et adaptés aux défis sécuritaires contemporains sont utilisés par les autorités. Ces dernières améliorent les conditions de travail des forces de l'ordre à travers des recrutements massifs, des formations continues et des réformes structurelles.

Toutes ces initiatives saluées ici et ailleurs garantissent la sécurité des citoyens et renforcent la confiance entre la population et les forces de l'ordre. Un équilibre et une cohésion sociale très fortement bénéfiques à tout le monde.

Un recrutement massif

Dans le cadre des efforts pour renforcer la sécurité, le Togo a procédé au recrutement de près de 3 000 policiers et de 5 000 gendarmes sur la période 2020-2024. Aussi, le ministère de la Sécurité et de la Protection civile est constamment doté d'équipements composés de plusieurs dispositifs techniques, grâce à des collaborations internationales.

On peut citer le laboratoire criminel numérique qui permet aux services d'enquête de produire des résultats précis et détaillés dans les enquêtes complexes. Le ministère reconnaît, vu tout ce dont il bénéficie, que « la sécurité est un axe majeur de l'action de l'État, un besoin capital pour les populations. L'État fait sa part et il revient à chaque citoyen de faire la sienne pour que notre pays puisse conserver la paix et la stabilité ».

Une loi de programmation militaire

C'est une autre stratégie qui épouse sans difficulté l'ambition de préserver l'intégrité du territoire togolais. En effet, la loi de programmation militaire a été adoptée en décembre 2020 pour une durée de 5 ans. Elle inclut justement des recrutements pour renforcer les rangs du personnel, des réformes pour améliorer leurs conditions de travail, des initiatives pour rapprocher les corps habillés des civils ou inversement pour une meilleure cohabitation...

Par ailleurs, la mise en œuvre du Comité interministériel de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent (CIPLEV), créé en 2019, est un instrument majeur qui encadre les actions de non-violence, de protection des citoyens et de préservation des biens du pays.

Ne peut pas être oublié le Programme d'urgence de renforcement de la sécurité dans la région des Savanes, prévu pour être exécuté de 2022 à 2025 et dans lequel près de 326 milliards de francs CFA ont été investis pour renforcer la sécurité dans cette zone septentrionale sensible où un état d'urgence sécuritaire est en place pour lutter contre les incursions terroristes.

Somme toute, le recrutement de jeunes diplômés issus de différentes régions du pays permet sans doute de rajeunir les forces de l'ordre, de diversifier les profils et de combler les besoins en personnel face à l'augmentation des défis sécuritaires, tels que la lutte contre le terrorisme, le banditisme et la cybercriminalité. Parallèlement aux recrutements, il est assuré une formation aux forces de l'ordre qui inclue non seulement des compétences techniques en matière de sécurité, mais également des modules sur les droits de l'homme, la gestion des crises, la médiation sociale, la protection des groupes vulnérables, etc.

Élections US :



" Ben oui, beaucoup de caricaturistes retrouveront immédiatement du travail ... "

TOGOREVEIL

DIRECTEUR DE PUBLICATION

Germain POULI

COMITÉ DE RÉDACTION

Kemla YAWO

Marcel A. SOGLO

London KAWANA

Patrick Nima

Pégy

SERVICE COMMERCIAL ET PUBLICITÉ

Alesata TOURE

SECRETARIAT

Michelle MENSAN

INFOGRAPHIE

Alex KPATIDE (91 77 29 84)

DISTRIBUTION ET ABONNEMENT

Tel: 22 36 18 58

02 BP 20061 LOMÉ

Adresse

585, Avenue du Grand Séminaire

Hédzranawoe face Ets VINS

D'ITALIE

Tel: 22 61 12 18 / 22 36 18 58

90 02 76 54

E-mail: gpouli@yahoo.fr

Tirage

4000 Exemplaires

IMPRIMERIE

RAD GRAPHIC SARL U

L'INDUSTRIALISATION DU TOGO PAR LA TRANSFORMATION DES PRODUITS LOCAUX



Avec 40 % de contribution au PIB, l'agriculture togolaise a bénéficié ces dernières années d'importants investissements. Ce secteur, qui est la pièce maîtresse de l'économie nationale, occupe 65 % de la population active. Dans sa politique de développement du secteur, le gouvernement mise beaucoup sur la transformation des produits agricoles. Comment y arriver ? La réponse à cette question a été trouvée en juin 2021, quand le chef de l'État Faure Gnassingbé a inauguré la Plateforme industrielle

d'Adétikopé (PIA).

La construction de la PIA a permis au Togo de faire un pas géant dans son processus d'industrialisation. L'objectif principal est de transformer sur place les matières premières, notamment agricoles, puis de commercialiser les produits finis sur le territoire, mais également de les exporter. Aujourd'hui, le nouveau parc industriel, érigé sur une superficie de 400 hectares, abrite plusieurs entreprises transformatrices de matières premières agricoles.

Avec Togo Soja, la filière soja est sauvée

Ces dernières années, le secteur du soja s'est totalement structuré, ce qui a permis au Togo de devenir le premier exportateur de soja bio vers l'Union européenne (UE). Togo Soja, qui a nécessité un investissement d'environ 16 milliards de francs CFA, est une entreprise spécialisée dans la fabrication de produits à base de soja et qui dispose de 2 unités de transformation.

Disposant d'une capacité de production de 180 000 tonnes

de soja local par an, ces unités transforment le soja en huile de soja, en lécithine, en morceaux de soja, en gâteaux déshuilés, en soja grillé et en farines, etc. Par exemple, 50 000 tonnes d'huile de soja ont été produites au cours des premiers mois.

La transformation du coton togolais devient une réalité grâce au parc textile

Depuis la construction de la PIA, les producteurs de coton au Togo sont aux anges. La plateforme dispose d'un parc textile doté de matériels modernes. Ce parc textile, destiné à la fabrication de vêtements, comporte plusieurs compartiments, notamment le magasin, la coupe, huit lignes de production, le repassage, l'emballage, la finition, la maintenance et l'échantillonnage. On y trouve des entreprises spécialisées dans la confection et la commercialisation de vêtements, comme Togo Clothing Company (TCC) et Star Garments. Ce parc textile fait déjà la fierté du Togo. On trouve désormais sur le marché international des vêtements estampillés «Made in Togo». Pour preuve, une cargaison totalisant 123 380 pièces estampillées «Made in

Togo» a été envoyée aux États-Unis en 2023.

Le bois est désormais transformé au Togo

La transformation du bois, notamment du teck, fait également partie des priorités de la PIA. Elle ambitionne d'apporter une valeur ajoutée à cette filière. Ainsi, la plateforme abrite une entreprise qui intervient dans la transformation du bois brut local : Togo Woods. Chaque jour, ce sont plus de 800 tecks qui sont traités et transformés. L'État togolais, en créant la PIA, concrétise enfin son ambition de faire du Togo un pôle de transformation de produits locaux. Les entrepreneurs agricoles arrivent à vendre leurs produits aux industries qui y sont installées, ce qui contribue à la promotion des produits locaux et à la croissance agricole. Par ailleurs, des milliers d'emplois sont également créés dans la foulée. Selon les pouvoirs publics, la PIA devrait permettre la création d'au moins 35 000 emplois. Aujourd'hui, plus d'une vingtaine d'entreprises exercent sur la plateforme.

TR

DANS LE HAHO, LE PROJET D'EAU ET D'AUTRES SERVICES ESSENTIELS PROFITENT À 311 000 PERSONNES

Au Togo, des efforts constants sont déployés pour renforcer les capacités des communes à prendre en charge leur propre développement. Le projet Amélioration de la gouvernance urbaine et de l'ouverture sociale dans les communes de Haho 1, de Haho 2, de Haho 3 et de Haho 4 s'inscrit dans cette dynamique. Ce projet, appuyé par l'Union européenne (UE) à hauteur de 2,2 milliards de francs CFA, vise à moderniser les infrastructures et à promouvoir une gouvernance participative et inclusive sur une période de 60 mois, à compter de 2021.

L'objectif principal est d'établir les bases d'une gouvernance urbaine fondée sur la participation citoyenne et l'inclusion sociale. En d'autres termes, il s'agit de donner une voix aux citoyens, notamment aux femmes, aux jeunes et aux personnes vulnérables, tout en leur offrant des services essentiels. Les actions en cours touchent à des domaines comme l'accès à l'eau potable, l'assainissement, les services juridiques participatifs, l'autonomisation des femmes, des jeunes et des personnes handicapées.

À travers cette initiative, les communes de Haho visent également à combler le fossé entre la population et les services publics, avec une attention particulière aux droits humains et à l'égalité des genres. Le projet vise à impacter directement 311 000 personnes.

Les infrastructures existantes se

modernisent et des programmes de formation sont mis en place pour autonomiser les femmes et les jeunes. La culture, souvent négligée dans les programmes de développement, est également utilisée comme un levier de cohésion sociale au sein des communautés.

Des résultats tangibles après 3 ans de mise en œuvre

3 ans et demi après son lancement, le projet affiche déjà des résultats significatifs. Selon un rapport présenté lors d'un atelier de restitution à Notsè en septembre 2024, le taux de réalisation s'élève à 58 % sur 43 mois. Plus de 24 500 habitants ont déjà bénéficié d'un accès à l'eau potable, tandis que 4 500 personnes ont pu profiter des infrastructures d'assainissement mises en place et 2 100 utilisateurs de latrines scolaires.

Sur le plan juridique et administratif, le projet a permis la délivrance de 334 actes de naissance et de 10 013 jugements supplétifs. À cela s'ajoutent des sessions de renforcement des capacités ainsi que des cours d'alphabétisation dont ont profité près de 2 100 personnes, essentiellement des femmes et des jeunes.

Le volet infrastructurel du projet est tout aussi important. Plus de 1,1 milliard de francs CFA a été investi dans la construction et la réhabilitation d'ouvrages essentiels tels que des forages, des latrines et même des sites touristiques.



Gouvernance participative et inclusive Par ailleurs, à travers ce projet, il s'agit aussi de promouvoir une gouvernance participative, où chaque citoyen, indépendamment de son genre ou de sa situation sociale, peut prendre part aux décisions qui concernent son cadre de vie.

Dans cette optique, les communes de Haho bénéficient d'échanges de bonnes pratiques avec des villes partenaires, notamment Bapaume en France et Porto-Novo au Bénin. Ces collaborations permettent aux responsables locaux de s'inspirer des modèles de gouvernance

urbaine réussis et de les adapter aux réalités togolaises.

Le projet s'aligne avec l'agenda national du Togo en matière de gouvernance locale et de décentralisation, qui a récemment connu des avancées notables avec, par exemple, la nomination de gouverneurs régionaux en 2024. Cette étape clé renforce le contrôle administratif au niveau régional et facilite la mise en œuvre des politiques publiques, conformément à la loi de 2007 sur l'organisation de l'administration territoriale.

TR

Démarches qualité

L'IAEC LIVRE LES PREMIERS RÉSULTATS DE SON AUTO-ÉVALUATION

L'Institut Africain d'Administration et d'Etudes Commerciales (IAEC) ouvre ses portes pour la rentrée académique 2024-2025. L'école administrée par Innocent Kagbara a présenté le mercredi 31 octobre 2024, les ambitions de son établissement ainsi que les résultats de son auto-évaluation. Au cours de cette rencontre, les responsables ont réaffirmé leur soutien aux réformes du secteur de l'enseignement supérieur par le Gouvernement.

La rentrée académique s'est bien déroulée à l'Institut Africain d'Administration et d'Etudes Commerciales (IAEC), selon Innocent Kagbara. « Nous voulons vous dire que la rentrée a été effective », a-t-il fait savoir. Cette rentrée marque un nouveau départ pour l'institution qui prépare ses Etudiants pour le prochain Examen d'Etat.

Une pleine adhésion à l'Examen d'Etat

L'école se prépare au prochain examen d'Etat, une initiative du Gouvernement quelle dit adhérer pleinement. En effet, selon Innocent Kagbara, Administrateur Général de l'IAEC, les Examens d'Etat vont régler le problème d'homologation.

« Nous avons été saisi par le ministère parce qu'il y a 69 programmes qui ont été validés par l'Etat et nous nous apprêtons pour participer à ces examens qui auront lieu cette année. C'est une très bonne chose ; il faut de la régulation. C'est pour cela que nous avons initié avec les collègues, les universités vertueuses pour faire de la promotion de la qualité. Nos Etudiants quand ils partent à l'étranger, il y a des suspicions de faux et de reconnaissance



de normes. Donc si c'est l'Etat qui délivre le diplôme, c'est une bonne chose. C'est un investissement rentable pour les parents et ça va régler le problème pour ceux qui veulent partir à l'étranger », a-t-il déclaré.

L'autoévaluation, une démarche de qualité

L'école a présenté les résultats de son auto-évaluation au cours de cette rencontre. Convaincus de ces résultats, les responsables rassurent les parents quant à la qualité de l'enseignement dispensés par l'école. D'après le document présenté, IAEC a investi dans les infrastructures et « Nous avons aussi présenter les résultats de notre auto-évaluation. Nous

sommes revenus un peu pour parler de la structuration de l'école pour montrer ce que nous faisons. Nous voulons aller dans le sens de la qualité; quoiqu'on dise, il faut que nous puissions accompagner l'Etat dans sa politique d'assainissement. Nous ne cachons rien. Nous nous inscrivons dans une démarche qualité. Nous sommes entrain de renforcer nos labos et investir dans les infrastructures et nous sommes entrain de recruter des professeurs de qualité que nous avons déjà. En plus, nous avons une plateforme montré une plateforme de gestion qui gère l'ensemble de l'école. C'est quand-même claire et limpide ; il suffit d'envoyer les codes. Nous devons faire de la qualité si nous voulons faire de notre pays, l'or de l'humanité », explique

l'Administrateur Général qui a salué les efforts du Gouvernement togolais.

Pour M. Kagbara, un Etat ne peut pas être construit dans de désordres.

Ainsi, contre les opposants aux réformes du secteur de l'enseignement supérieur au Togo et acteurs de publicité mensongère, l'IAEC se démarque et dénonce des manœuvres frauduleuses tendant à faire échec à ces réformes. « Il faut que nous soyons nous-mêmes d'abord sérieux et l'Etat va nous accompagner », a appelé le responsable.

L'objectif de toutes ces démarches est d'œuvrer pour adopter les mesures de qualité dans l'enseignement supérieur au Togo.

Marcel SOGLO

Foire Internationale de Lomé

LE RENDEZ-VOUS D'OPPORTUNITÉS



La 19ème Foire Internationale de Lomé (FIL) s'approche inexorablement, un rendez vous qu'il ne faut jamais rater sous aucun prétexte. Des relations d'affaire, des expositions ventes, des découvertes et plusieurs activités seront les points saillants de cet événement inédit. Plateforme où vous pouvez partager, apprendre et découvrir les tendances actuelles pour impacter l'avenir de votre entreprise, la FIL est un cadre idéal pour renforcer vos activités et vous positionner sur le marché.

Partenaires, opérateurs économiques, hommes d'affaires sont donc appelés à prendre part à la FIL 2024 pour des raisons évidentes. Ainsi, participer à la Foire Internationale de Lomé (FIL) vous offre l'opportunité de vous connecter

avec des acteurs clés de divers secteurs.

Grâce à l'affluence massive de visiteurs locaux et internationaux, la FIL vous garantit une visibilité exceptionnelle. Vous avez l'occasion de présenter vos produits et services à un public diversifié, d'augmenter votre notoriété et de renforcer l'image de votre marque auprès d'un large public.

La FIL est un lieu privilégié pour établir des partenariats d'affaires. Vous pouvez non seulement rencontrer des acteurs influents dans votre secteur, mais aussi collaborer avec des entreprises internationales. Cette plateforme facilite les échanges et vous permet de créer des alliances stratégiques qui bénéficieront à votre entreprise.

En participant à la FIL, vous

bénéficiez d'une opportunité unique d'augmenter vos ventes sur place. Cet événement vous permet de toucher un large public et de booster vos revenus grâce à une forte demande générée par la diversité des visiteurs présents.

Il faut souligner qu'en marge de l'exposition, la FIL propose des conférences et des ateliers dirigés par des experts. Ces sessions vous permettent de développer vos compétences, de découvrir de nouvelles stratégies de gestion, et de partager des idées concrètes pour améliorer la performance de votre entreprise.

La Foire Internationale de Lomé (FIL), édition 2024 est attendu du 22 novembre au 8 décembre prochain.

TR

19ème FIL

ACHETEZ VOS TICKETS SUR L'APPLICATION GOZEM !

GOZEM

22 NOV
08 DEC
2024
FOIRE
INTERNATIONALE
DE LOME
Faire de toutes les opportunités

Tickets digitaux en pré sur l'appli Gozem

Partenaire Exclusif Billetterie Digitale

22 Nov au 08 Dec 2024

CETEF TOGO 2000

Le CETEF Togo 2000 améliore l'expérience visiteurs sur la 19ème édition de la Foire Internationale de Lomé.

Grâce au partenariat avec la société GOZEM, vous pouvez acheter vos tickets directement sur l'application GOZEM.

L'objectif de cette innovation remarquable est de fluidifier le processus d'achats des tickets, évitant ainsi les désagréments liés aux longues files d'attente et à l'affluence devant les guichets, et facilitant l'accès au site de la Foire qui, rappelons le, se déroulera du 22 novembre au 8 décembre 2024 sur le site du CETEF Togo 2000.



ENTRETIEN ROUTIER ET GESTION DES PÉAGES



22 51 88 57

22 51 88 55 / 22 51 88 56



Route Nationale N°1, Cacavéli,
08 BP 8646, Lomé - Togo

✉ saferr.direction@gmail.com



Festival Nyégué Nyégué

YAO BOBBY AMBASSADEUR DE LA MUSIQUE ÉLECTRONIQUE OUEST-AFRICAINE SUR SCÈNE EN OUGANDA

Yao Bobby, figure incontournable du rap togolais et artiste pluridisciplinaire, est aujourd'hui à la conquête du continent africain et du monde. Cette fois-ci, c'est avec la musique électronique, un nouveau style musical qui allie la musique traditionnelle et moderne que le togolais est à l'assaut du continent africain et le reste du monde. Cet artiste, également peintre, guitariste, arrangeur et compositeur, représente le Togo et l'Afrique de l'Ouest sur le Festival Nyégué Nyégué en Ouganda.

Trait d'union entre le modernisme et la tradition

Yao Bobby concilie la tradition et le modernisme. Il se distingue notamment par sa capacité à fusionner les sonorités classiques avec les rythmes modernes. Ce qui donne une touche particulière à ce style musical qu'il promeut depuis quelques années. Une manière de réinventer la musique. L'ancien rappeur décrit la musique électronique comme « la musique qui fait parler les objets ».

Une seconde vie aux objets

Chez Yao Bobby, les objets mêmes usés et jetés ont la chance d'une seconde vie. L'artiste récupère des objets rejetés et abandonnés pour créer des instruments de musique, en leur offrant une seconde vie. « La musique électronique est une musique de recherche où on fait parler les objets qui ne respirent plus », explique-t-il. Pour ce féru de l'art et de la culture, il s'agit de transformer et de sublimer la musique traditionnelle en l'adaptant aux

nouvelles technologies.

Yao Bobby sur scène en Ouganda

Cette année, Yao Bobby est à l'affiche du Festival Nyégué Nyégué, l'un des plus grands festivals de musique électronique en Afrique, qui se tient en Ouganda du 29 octobre au 13 novembre 2024. Ce sera la deuxième fois qu'il y représentera le Togo et l'Afrique de l'Ouest. Sa musique, fortement inspirée des traditions musicales africaines avec une originalité, est très appréciée en Europe et en Amérique.

Sur scène en Ouganda, Bobby donnera deux concerts et participera à une résidence artistique à la Maison du Festival, où il va travailler avec des artistes venus du monde entier. Cette deuxième participation lui permettra de baliser la voie à la sortie officielle de son prochain album.

Pour ces tournées, il sera accompagné du musicien suisse Simon Grab, avec qui il partage les scènes européennes et américaines depuis plusieurs années.

Un agenda chargé pour Bobby sur le vieux continent

Déjà, Bobby est en tournée du 25 octobre au 23 novembre 2024 en Europe et en Afrique. Cette tournée couvrira quatre pays. Il s'agit de la Suisse, l'Autriche, l'Ouganda et le Togo. Elle débutera en Suisse, à Berne, pour se poursuivre à Zurich, puis à Innsbruck, en Autriche, avant de se déplacer en Ouganda pour le Festival Nyégué Nyégué. Son point de chute sera son grand concert à l'Institut Français du Togo, à Lomé, le 23 novembre. Ce sera l'occasion pour



les Togolais de redécouvrir leur artiste aux multiples talents.

Avec six dates uniques dans quatre pays, Yao Bobby, aux côtés de Simon Grab, continue de repousser les limites de l'art et de la musique.

Il incarne ainsi cette génération d'artistes panafricains qui utilisent leur art pour porter des messages profonds.

Didier Marcel Ledoux

GOZEM

22 NOV
08 DEC
2024

FOIRE
INTERNATIONALE
DE LOMÉ

Ton ticket pour la Foire sur l'appli Gozem

Achète maintenant



DISPONIBLE SUR
Google Play

Télécharger dans
l'App Store

Une expérience réinventée

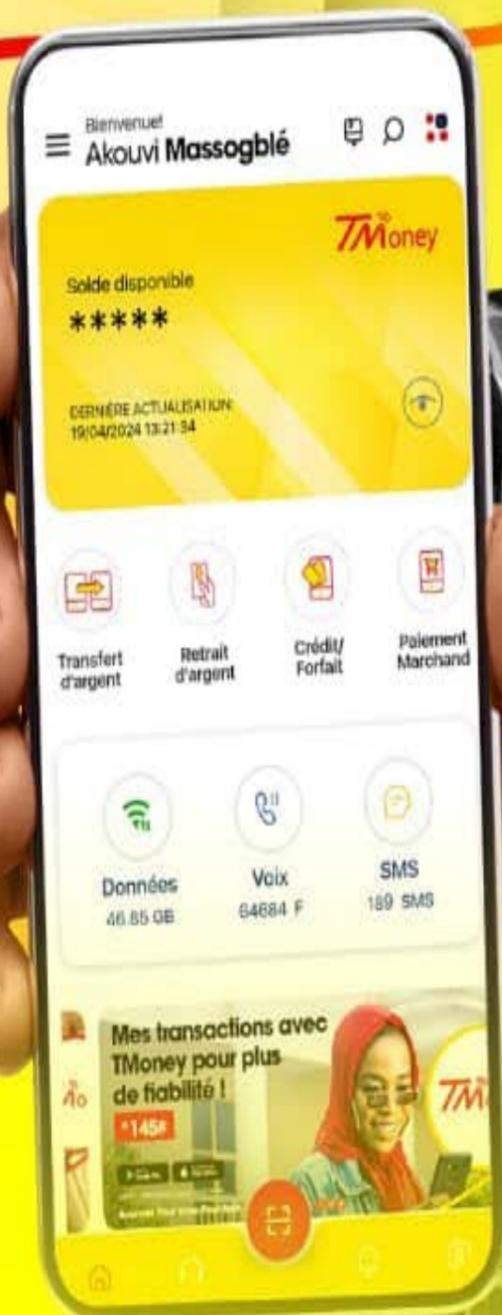
pour transférer ton argent

Ton application TMoney évolue avec de nouvelles fonctionnalités

Enous sommes le Togo

NOUVEAU

Super App
TMoney



Télécharge ton appli TMoney sur



IBbank Distributeur Officiel
IB bank Togo en Mobile Money

Avancer. Pour vous. Pour tous. togocom.tg

